

ministre ont choisi une industrie où la mainmise étrangère est relativement peu importante. Il y a d'autres industries de ressources qui sont de propriété et de direction étrangères et qui ont une incidence sur l'emploi, les exportations et peut-être aussi la planification à l'échelle nationale. Ces choses ne s'appliquent pas à l'uranium. Tout ce chiqué sur l'industrie de l'uranium vise à faire aux fidèles du parti ou à l'électorat qui réclament la préservation de l'identité canadienne et la préparation d'un avenir national indépendant.

Voilà un exemple récent et typique de ce que j'entends quand je dis qu'il suffit d'un simulacre d'action et de réforme, mais rien de plus. Le gouvernement et le premier ministre sont demeurés en tous points fidèles à la tradition et à l'orthodoxie dans presque tous les secteurs, mais ils nous ont présenté l'apparence du changement et de l'action.

Il s'ensuit en outre, si je ne m'abuse, que le premier ministre va nécessairement élargir ses pouvoirs. Je ne crois pas pouvoir dire, en toute honnêteté et en toute conscience, que c'est la première fois qu'un premier ministre soit puissant. Je ne veux pas insinuer que, d'après moi, dans notre régime de gouvernement, le premier ministre doit inévitablement être tout-puissant. Le premier ministre occupe un poste de puissance, et il en a toujours été ainsi. Comme, en définitive, il a la haute main sur les ministres et d'autres employés du gouvernement, le premier ministre est forcément investi de pouvoirs très grands. Comme je l'ai déjà dit, à notre époque, avec ses problèmes plus complexes et plus difficiles, le pouvoir du premier ministre est forcément encore plus grand qu'il ne l'était en d'autres temps. Dans le cas qui nous occupe, cela va même plus loin.

Je le répète, il est dans la nature des choses que le premier ministre soit très puissant, de même que son cabinet particulier. Dans le cas qui nous occupe, où le style compte plus que le fond, où les apparences du changement comptent plus que le changement réel et où l'approche technocratique des problèmes l'emporte sur toute tentative sérieuse de s'attaquer à ces problèmes, il faut que le premier ministre soit tout-puissant. Il ne saurait admettre que les ministres exercent une influence quelconque, susceptible de diminuer son propre pouvoir, car style signifie règne d'une seule personne. Dans une technocratie, vous avez affaire à un seul chef. Il ne saurait y en avoir plus d'un. De cette manière, toute direction collégiale devient impossible. Cette conception du gouvernement, telle qu'elle se

manifeste en théorie aussi bien que dans la pratique, devait inéluctablement conduire le premier ministre à augmenter le nombre de ses collaborateurs et à se conférer à lui-même des pouvoirs plus étendus que ceux qui revenaient traditionnellement aux premiers ministres.

Je vois que je n'ai plus beaucoup de temps. Je voudrais dire que j'appuie la résolution proposée par le chef de l'opposition, car je discerne dans la présente tendance un danger pour le peuple canadien. Comme je l'ai expliqué, il peut se laisser tromper par une apparence de changement qui ne se concrétise jamais et par la concentration du pouvoir dans les mains d'un gouvernement qui se préoccupe avant tout de maintenir des politiques et des programmes orthodoxes et traditionnels, qui ont étouffé le peuple canadien dans le passé.

L'hon. Donald S. Macdonald (président du Conseil Privé): Monsieur l'Orateur, après avoir protesté contre ce qui lui semble être une tendance du gouvernement à reléguer tous ses opposants dans le secteur des extrémistes politiques, le chef de l'opposition (M. Stanfield), dans un discours plutôt fantaisiste, a tenté d'évoquer la dictature qui écraserait le peuple canadien. J'éprouve quelques difficultés à prendre le chef de l'opposition au sérieux et je pense que la plupart des gens en feront autant. Puis-je également faire une ou deux remarques sur d'autres sujets évoqués par lui et surtout me limiter à certaines déclarations tendancieuses faites par lui sur le Parlement, ses règles et sur les facilités mises à la disposition des députés.

Dans sa diatribe sur l'information et sur la création d'Information Canada, nous avons entendu une contradiction intéressante. D'une part le chef de l'opposition a dit que le gouvernement produisait des rapports de groupes d'étude et des livres blancs qu'il refusait de rendre publics; pourtant, quelques minutes plus tôt, il critiquait sévèrement le gouvernement pour avoir créé Information Canada. Or, Information Canada est née d'une étude de ce genre. Analyse des problèmes gouvernementaux importants, étude des audiences de propositions finales dont s'inspirent les mesures administratives: c'est de cette procédure même que Information Canada est le fruit.

M. Baldwin: Des seules propositions qui conviennent au gouvernement.

L'hon. M. Macdonald: J'espère que le député de Peace River ne va pas induire la